

Version préliminaire du Guide de candidature, v3

Module 3

Notez qu'il s'agit uniquement d'une discussion préliminaire. Les candidats potentiels ne doivent pas s'appuyer sur les détails présentés dans le programme relatif aux nouveaux gTLD, ce programme restant soumis à modification suite aux différents commentaires qui seront reçus.

Ce document a été traduit de l'anglais afin d'atteindre un plus grand public. Si la société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (l'ICANN) s'est efforcée de vérifier l'exactitude de la traduction, l'anglais reste la langue de travail de l'ICANN et l'original de ce document, rédigé en anglais, est le seul texte officiel et faisant autorité.



2 octobre 2009

Module 3

Procédures de résolution des litiges

Ce module décrit l'~~objectif~~objectif des mécanismes ~~d'objection~~d'objection et de résolution des litiges, les critères de dépôt ~~d'une~~d'une objection officielle envers une candidature à un gTLD, les procédures de dépôt ~~d'une~~d'une objection ou de réponse à ~~l'une d'elles~~l'une d'elles, et la conduite des procédures de résolution de conflit.

Ce module examine également les principes directeurs, ou normes, que chaque commission de résolution des litiges ~~devra appliquer~~appliquera dans ~~sa~~la prise de décision officielle.

Tous les candidats doivent être conscients ~~qu'une~~qu'une objection peut être déposée à ~~l'encontre~~l'encontre de ~~touten'importe quelle~~touten'importe quelle demande, mais ~~qu'ils~~qu'ils disposent ~~de procédures et~~de procédures et de recours, le cas échéant.

3.1 Objectif et synthèse de la procédure de résolution des litiges

La seule procédure de résolution des litiges a pour but de protéger certains intérêts et droits limités. La procédure fournit un cadre aux objections officielles au cours de l'évaluation des candidatures. Elle permet à ~~une~~une ~~des certaines~~des certaines parties de présenter ~~ses leurs~~ses leurs objections devant une commission composée ~~d'experts~~d'experts.

Une objection officielle ne peut être déposée que pour ~~l'un~~l'un des quatre critères énoncés dans ce module. Ce type ~~d'objection~~d'objection déclenche une procédure de résolution de conflit. Lors du dépôt de sa candidature pour un gTLD, le demandeur accepte l'applicabilité de cette procédure de résolution des litiges pour les gTLD. De la même manière, ~~l'objecteur~~l'objecteur accepte l'applicabilité de ce type de procédure par le dépôt de son objection.

3.1.1 Critères ~~d'objection~~d'objection

Une objection peut être déposée sur la base de ~~l'un~~l'un des quatre critères suivants :

Similitude propice à Objection pour confusion de chaînes :
la chaîne gTLD faisant ~~l'objet d'une~~l'objet d'une



candidature présente une trop grande similitude avec un TLD existant ou avec un autre gTLD ayant fait l'objet d'un objet d'un dépôt de candidature lors d'une dans la même session de candidatures.

Droits d'autrui d'autrui : la chaîne TLD faisant l'objet d'un objet d'un dépôt de candidature enfreint les droits de l'objecteur l'objecteur.

Morale et ordre public : la chaîne gTLD ayant fait l'objet d'un objet d'un dépôt de candidature est contraire aux règles de morale et d'ordre d'ordre public telles que définies dans les textes de loi applicables au niveau international.

Opposition de la communauté : une candidature à un gTLD fait l'objet d'une l'objet d'une opposition substantielle au sein d'une d'une partie significative de la communauté ciblée implicitement ou explicitement par la chaîne TLD.

Ces critères d'objection sont argumentés dans le rapport final du processus d'élaboration des politiques de l'ICANN l'ICANN pour les nouveaux gTLD. Pour plus d'informations sur ce processus, consultez la page consulter <http://gns0.icann.org/issues/new-gtlds/pdp-dec05-fr-part-08aug07.htm>.

3.1.2 Dépôt d'une objection

Les objecteurs doivent répondre à certaines conditions de recevabilité pour que leurs objections soient examinées. Dans le cadre des procédures de conflit, toutes les objections seront étudiées par une commission d'experts désignés par le fournisseur de services de résolution des litiges compétent afin de vérifier la recevabilité de la demande de l'objecteur l'objecteur. Les conditions de recevabilité pour les quatre critères d'objection d'objection sont les suivants :

Critères d'objection d'objection	Personne pouvant faire objection
<u>Similitude propice à confusion</u> <u>Confusion de chaînes</u>	Opérateur de TLD existant ou candidat à un gTLD dans la session en cours
Droits d'autrui d'autrui	Détenteurs de droits
Morale et ordre public	<u>A déterminer</u> <u>Formulation d'objection accessible à tous</u> – <u>Soumise toutefois à une procédure de « vérification rapide » en vue d'éliminer les objections oiseuses</u>
<u>Opposition de la communauté</u> <u>Communauté</u>	Institution établie

3.1.2.1 Objection pour similitude propice à confusion de chaînes



Deux types ~~d'entités~~d'entités peuvent engager une action :

- ~~L'opérateur d'un~~L'opérateur d'un TLD peut déposer une objection pour confusion de ~~chaîne~~chaînes afin ~~d'établir~~d'établir le risque de confusion entre un gTLD faisant ~~l'objet d'une~~objet d'une candidature et le TLD ~~qu'il~~qu'il exploite actuellement.
- Dans cette session de candidatures, le candidat à un ~~_gTLD~~ peut déposer une objection pour confusion de ~~chaîne~~chaînes afin d'établir le risque de confusion entre un gTLD faisant l'objet d'une candidature et le gTLD pour lequel il a soumis sa propre candidature, au cours de laquelle la confusion de chaînes entre les deux candidats n'a pas encore été détectée. En d'autres termes, un candidat ne peut soutenir l'objection à une autre candidature avec laquelle il compose un ensemble conflictuel.

Dans ~~l'éventualité où l'opérateur d'un~~l'hypothèse où un candidat à un TLD ~~existant~~ prouve la confusion de ~~chaîne~~chaînes avec un candidat, la ~~demande~~candidature sera rejetée.

Dans ~~l'hypothèse~~l'hypothèse où un candidat à un gTLD prouve la confusion de ~~chaîne~~chaînes avec un autre candidat, la seule issue possible est que tous deux soient placés dans un ensemble conflictuel et suivent la procédure de résolution de conflit (consultez le Module 4, Procédures de conflits de chaînes). Si l'objection d'un candidat à un gTLD envers un autre candidat à un gTLD ~~n'aboutit~~n'aboutit pas, les candidats peuvent poursuivre la procédure sans être considérés comme étant en litige ~~l'un~~un envers ~~l'autre~~autre.

3.1.2.2 *Objection pour violation des droits* *d'autrui*d'autrui

Seul le détenteur de droits peut déposer une objection pour violation des droits ~~d'autrui~~d'autrui. La source et les preuves documentaires relatives aux droits ~~que l'objecteur considère avoir été violés (notamment (pouvant contenir~~ des marques ~~commerciales de commerce~~ déposées ~~ou et non~~ déposées) que l'objecteur considère avoir été violés par le gTLD faisant ~~l'objet d'une~~objet d'une candidature doivent être incluses dans le dossier ~~d'objection~~d'objection.

3.1.2.3 *Objection pour violation de la morale et de* *l'ordre public*



Les conditions de recevabilité des objections relevant de la morale et de l'ordre public restent en cours d'examen. L'ICANN œuvre au développement des conditions de recevabilité du dépôt des objections Objections relevant de la morale et de l'ordre public. Quelques inquiétudes ont été exprimées quant à la possibilité permanente pour toute personne ou entité d'engager une action, mais aussi sur le fait de la limiter à un groupe défini, tel que les gouvernements. Cette opportunité universelle de déposer une objection permet de lutter contre un préjudice potentiel, mais peut se révéler insuffisante face aux objections fantaisistes. D'un autre côté, les groupes tels que les gouvernements, qui jouissent d'une position idéale pour protéger la morale et l'ordre public dans leur pays, sont toutefois réticents à s'impliquer dans le processus.

L'objectif, sur lequel l'ICANN invite le public à s'exprimer, consiste à mettre en place un mécanisme qui oblige les personnes déposant une objection relevant de la morale et de l'ordre public, à démontrer un intérêt légitime et un préjudice réel ou potentiel résultant de la chaîne gTLD faisant l'objet de la candidature. À l'instar d'autres procédures d'objection, ce type de mécanisme engendre un processus en deux étapes au cours duquel les commissions de résolution des litiges évaluent la recevabilité de la demande, puis, si celle-ci est positive, examinent les arguments de l'objection.

Tout individu peut déposer une objection relevant de la morale et de l'ordre public. Cependant, en raison de l'absence de limitations, les objecteurs sont soumis à une procédure de « vérification rapide » permettant d'identifier et d'éliminer ces objections oiseuses et/ou abusives. Une objection jugée clairement infondée et/ou un abus du droit d'opposition peuvent être rejetés à tout moment.

3.1.2.4 Objection pour opposition de la communauté

Les institutions établies associées à des communautés clairement définies peuvent déposer une objection pour opposition de la communauté. La « communauté définie » nommée par l'objecteur doit représenter une communauté en rapport avec être étroitement liée à la chaîne gTLD demandée faisant l'objet d'une candidature



dans ~~le cadre de~~ la candidature ~~concernée par~~ soumise à l'objection. Pour ~~qu'une~~ qu'une objection pour opposition de la communauté soit recevable, ~~l'objecteur~~ l'objecteur doit apporter les preuves suivantes :

Il représente une institution établie : les facteurs pouvant être pris en compte pour cette détermination sont :

- le niveau de reconnaissance mondiale de ~~l'institution~~ l'institution ;
- la durée ~~d'existence~~ d'existence de ~~l'institution~~ l'institution ; et
- la preuve historique publique de son existence, qui peut être démontrée par une charte officielle ou un enregistrement national ou international officiel, ou par la validation émise par un gouvernement, une organisation intergouvernementale ou un traité. L'institution ne doit pas avoir été uniquement fondée conjointement avec le processus de candidature à un gTLD.

Elle dispose d'un mode de ~~Il démontre une~~ relation continue avec une communauté clairement définie constituée d'une population restreinte. Les facteurs pouvant être pris en compte pour cette détermination sont :

- l'existence de mécanismes de participation à des activités, ~~d'appartenance~~ d'appartenance et de direction ;
- le rôle institutionnel en rapport avec les intérêts de la communauté associée ;
- la réalisation ~~d'activités~~ d'activités régulières au profit de la communauté associée ; et
- le niveau de barrières officielles encadrant la communauté.

La commission d'experts s'attachera à rendre son jugement en prenant en compte les facteurs énumérés ci-dessus. Il n'est pas attendu qu'un objecteur doive satisfaire à chacun des facteurs pris en compte afin de répondre aux conditions de recevabilité.

3.1.3— _____ *Fournisseurs de services de résolution* *des litiges*



Pour déclencher une procédure de résolution de conflit, ~~l'objecteur~~ l'objecteur doit déposer une objection avant la date d'échéance signifiée, directement auprès du fournisseur de services de résolution des litiges compétent selon le critère d'objection.

- Le Centre international pour le ~~résolution~~ règlement des ~~litiges~~ différends a accepté en principe de gérer les litiges relatifs aux objections pour similitude propice à confusion.
- Le Centre d'arbitrage et de médiation de l'Organisation Mondiale pour la Propriété Intellectuelle (WIPO) a accepté en principe de gérer les litiges relatifs aux objections pour violation des droits d'autrui.
- Le Centre international d'expertise de la Chambre de ~~Commerce Internationale~~ commerce internationale (CCI) a accepté en principe de gérer les litiges relatifs aux objections relevant de la morale, de l'ordre public et des oppositions de la communauté.

L'ICANN a sélectionné les fournisseurs de services de résolution des litiges d'après leur expérience et de leur savoir-faire, ainsi que sur la base de leur volonté et de leur capacité à gérer des procédures de résolution de litiges dans le cadre du programme des nouveaux gTLD. Le processus de sélection a commencé par un appel à candidature¹ suivi d'un entretien avec les candidats ayant répondu. L'appel à candidatures spécifiait différents critères à l'intention des prestataires, notamment les services établis, l'expertise spécifique, les capacités internationales et opérationnelles. Un aspect important du processus de sélection était la capacité à recruter des membres de commission qui inspirent le respect des parties engagées dans le litige.

3.1.4 *Recours possibles en cas* *d'objection* *d'objection*

Les candidats dont la demande fait ~~l'objet d'une~~ l'objet ~~d'une~~ objection disposent de plusieurs recours :

Le candidat peut tenter ~~de conclure~~ d'obtenir une résolution à l'amiable avec ~~l'objecteur,~~

¹ Voir <http://www.icann.org/en/announcements/announcement-21dec07.htm>.



entraînant l'objecteur, débouchant sur le retrait de l'objection ou de la candidature ;

Le candidat peut répondre à l'objection l'objection et s'inscrire s'inscrire dans le processus de résolution des conflits (consultez la section 3.2) ; ou

Le candidat peut retirer sa demande. Dans ce cas, la requête de l'objecteur l'objecteur prévaut par défaut et la candidature prend fin.

Si, pour une raison quelconque, le candidat ne répond pas à une objection, l'objecteur prévaudra par défaut.

3.1.5 — Objecteur indépendant²

Une objection officielle envers une candidature de gTLD peut également être déposée par l'objecteur indépendant (IO). L'objecteur indépendant n'est n'agit pas chargé d'agir au nom pour le compte de quelqu'un personnes ou d'une entité en particulier d'entités particulières, mais uniquement dans l'intérêt du public utilisateur d'Internet le meilleur intérêt de la communauté Internet internationale.

Compte tenu de cet objectif d'intérêt public, le rôle de l'objecteur indépendant est limité au dépôt d'objections d'objections relevant de la morale, de l'ordre public et des oppositions de l'ordre public et de la communauté.

Ni le personnel de l'ICANN ni le Conseil d'administration d'administration de l'ICANN l'ICANN ne doit pouvoir imposer à dispose de l'autorité nécessaire pour exiger de l'objecteur indépendant de soumettre qu'il dépose ou non ne dépose pas une objection particulière. Si l'objecteur indépendant jugé détermine qu'une objection doit être déposée, il déclenchera devra lancer et soumettre l'objection dans l'intérêt public.

Mandat et engagera une action dans l'intérêt du public **champ d'action**—L'objecteur indépendant peut déposer des objections contre des candidatures gTLD « hautement discutables » contre lesquelles aucune objection n'a été encore déposée. L'objecteur indépendant est limité à deux types d'objections : (1) Les objections relevant de la morale et de l'ordre public et (2) les objections relevant des oppositions de la communauté.

² Cette section offre la possibilité au public de soumettre ses commentaires. Pour une discussion approfondie, consultez la note explicative à l'adresse <http://www.icann.org/fr/topics/new-gtlds/independent-objector-18feb09-fr.pdf>.



L'objecteur indépendant est formellement autorisé à déposer des objections pour les motifs cités, malgré les conditions de recevabilité standard de ces objections (voir la sous-section 3.1.2).

L'objecteur indépendant bénéficie peut déposer une objection relevant de la morale et de l'ordre public à l'encontre d'une grande candidature même si une objection relevant des oppositions de la communauté a été déposée, et inversement.

L'objecteur indépendant peut déposer une objection à l'encontre d'une candidature, même si une objection pour confusion de chaînes ou une objection pour violation des droits d'autrui a été déposée.

En dehors de circonstances extraordinaires, l'objecteur indépendant n'est pas autorisé à déposer une objection à l'encontre d'une candidature si une objection a déjà été déposée sur base du même critère.

L'objecteur indépendant peut envisager une consultation publique avant d'évaluer si une objection est justifiée. ICANN soumettra les commentaires à l'objecteur indépendant sur une période appropriée, depuis la période d'évaluation initiale jusqu'à la fin de la période de soumission d'une objection par l'objecteur indépendant.

Sélection – L'objecteur indépendant sera sélectionné par ICANN, selon une procédure ouverte et transparente, et retenu comme consultant indépendant. L'objecteur indépendant sera un individu doté d'une expérience, il est respecté par et d'un respect considérable au sein de la communauté Internet et n'est affilié à aucun des candidats, sans liens avec une candidature gTLD.

Bien que les recommandations formulées par la communauté soient les bienvenues, l'objecteur indépendant doit être et rester indépendant, et sans lien avec un quelconque candidat gTLD. Les différentes règles éthiques régissant l'indépendance des juges et arbitres internationaux sont autant de modèles que l'objecteur indépendant peut suivre pour déclarer et préserver son indépendance.

Le mandat de l'objecteur indépendant (renouvelable) est limité à la durée nécessaire à l'exécution de ses tâches définies pour la première session de candidatures gTLD.

Budget et financement – Le budget de l'objecteur indépendant se compose de deux éléments principaux : (a) les salaires et frais de fonctionnement, et (b) les frais de



procédures de résolution des litiges ; tous deux doivent être financés par les recettes des nouvelles candidatures gTLD.

Impliqué dans les procédures de résolution des litiges, l'objecteur indépendant doit payer des frais de dossier et administratifs, notamment les frais de commission, comme tous les autres objecteurs. Ces paiements seront remboursés par le fournisseur de résolution des litiges dans les cas où l'objecteur indépendant obtient gain de cause.

De plus, l'objecteur indépendant doit assumer un certain nombre de dépenses liées au dépôt des objections devant les commissions de fournisseurs de services de résolution des litiges, non remboursables, quelle que soit l'issue du litige. Ces dépenses concernent les frais des conseils extérieurs (si retenus) et les coûts liés aux TLD recherches juridiques ou aux investigations factuelles.

3.2 Procédures de dépôtréponse

Les ~~informations présentes~~ information présentée dans cette section résumant les procédures de dépôt :

- ~~des objections~~ Objections ; et
- ~~des réponses~~ Réponses aux objections.

Pour une ~~liste~~ présentation complète des conditions de ~~dépôts applicables, consultez~~ dépôt généralement en vigueur, consulter la ~~procédure~~ Procédure de résolution des litiges ~~portant sur~~ concernant les nouveaux gTLD (« Procédure ») ~~jointe à l'adresse~~ jointe à l'adresse <http://www.icann.org/fr/topics/new-gtlds/draft-dispute-resolution-procedure-18feb09-fr.pdf>. Les ~~cas de conflit entre les informations présentées dans ce module et la Procédure, la Procédure prévaut.~~

Remarque: les règles et les procédures de chaque fournisseur de services de résolution des litiges doivent aussi être respectées selon le critère pour chacun des critères d'objection; doivent également être suivies.

~~En cas de différence entre les informations de ce module et la procédure, cette dernière prévaut.~~

- -Dans le cas d'une objection pour confusion de chaîne, les règles de fournisseur valides sont les procédures complémentaires CIDR pour le programme des nouveaux gTLD de l'ICANN. Ces règles sont en cours d'élaboration et devraient être prochainement disponibles.



- Pour une objection pour violation des droits d'autrui, les règles de fournisseur valides sont les règles WIPO qui définissent la résolution des litiges concernant les nouveaux gTLD. Une version préliminaire de ces règles est disponible avec ce module.
- Pour une objection relevant de la morale et de l'ordre public, les règles de fournisseur valides sont celles composant le Règlement d'expertise de la Chambre de commerce internationale.
- Pour une objection pour opposition de la communauté, les règles de fournisseur valides sont celles composant le Règlement d'expertise de la Chambre de commerce internationale.

3.2.1 Procédures de dépôt d'objections

Les procédures décrites dans cette sous-section s'imposent à toute partie désireuse de déposer une objection officielle envers une candidature de l'ICANN. Lorsqu'un candidat souhaite déposer une objection officielle envers une autre candidature de gTLD, il doit suivre les mêmes procédures.

- Toutes les objections doivent être déposées par voie électronique auprès du fournisseur de services de résolution des litiges compétent avant la date d'échéance fixée. Au-delà de cette date, le fournisseur de services de résolution des litiges n'acceptera plus d'objection.
- Toutes les objections doivent être déposées en anglais.
- Toutes les objections doivent être déposées séparément. Un objecteur qui souhaite contester souhaitant soutenir l'objection à plusieurs candidatures en même temps, doit déposer une objection séparée et régler les s'acquitter des frais de dossier associés pour chacune des candidatures afférents à chaque candidature faisant l'objet d'une objection. Si un objecteur souhaite contester soutenir l'objection à une candidature relevant des plusieurs critères, le dernier doit déposer une objection des objections séparées et régler les s'acquitter des frais de dossier pour chacun des critères afférents à chaque critère d'objection.



Chaque objection déposée doit contenir les éléments suivants :

- ~~le~~Le nom et les coordonnées de l'objecteur~~;~~
- ~~un exposé des motifs~~Une déclaration du motif de contestation ~~avancés par de~~ l'objecteur, ~~e'est-c.-à-dire-d~~ la raison pour laquelle l'objecteur~~l'objecteur~~ estime avoir le droit de ~~s'opposers'~~opposer à une candidature~~;~~
- ~~une~~Une description ~~de l'objection, incluant du motif de l'objection, notamment~~ :
 - ~~un~~ exposé du critère dans le cadre duquel l'objection~~l'objection~~ est déposée ;
 - ~~une~~ explication détaillée de la validité de l'objection~~l'objection~~ et raison pour laquelle elle~~cette dernière~~ doit être maintenue ;
- ~~les~~ copies de tout document susceptible de conforter l'objection~~l'objection~~.

Les objections ne doivent pas excéder ~~5 000~~plus de 5000 mots ou 20 pages, ~~selon l'élément le moins plus~~ élevé ~~s'appliquant~~, exception faite des pièces jointes.

Un objecteur doit fournir les copies de ~~l'ensemble~~l'ensemble des propositions faites au fournisseur (DRSP) liées aux processus ~~d'objection~~d'objection, et les communiquer ~~au candidat et à l'ICANN (sauf les échanges confidentiels)~~l'ICANN (à l'exception des informations confidentielles entre le fournisseur et l'objecteur qui ne doivent pas être ~~transmistransmises~~ à ~~l'ICANN~~l'ICANN).

L'ICANN ~~publiera une déclaration et/ou le fournisseur publieront et mettront régulièrement à jour un document~~ sur ~~son~~leur site Web identifiant toutes les objections ~~peu après expiration du délai~~au fur et à mesure de leur dépôt des objections (consultez le point 1 ci-dessus). ~~Aucune objection ne sera publiée avant cette date, et de leur communication à l'ICANN.~~

3.2.2 *Frais de dépôt d'objections*

~~Lorsqu'il~~Lorsqu'il dépose une objection, ~~l'objecteur~~l'objecteur doit régler des frais de dossier fixés non remboursables et publiés par le fournisseur de services de résolution des litiges compétent. Faute de règlement de ces droits, le fournisseur rejette ~~l'objection~~l'objection, sans



préjudice. Consultez la section 1.5 du Module 1 concernant les frais.

3.2.3: Procédures de dépôt de ~~réponses~~ réponses

Avec la notification de publication par l'ICANN de la liste ~~des~~ de toutes les objections déposées (consultez le paragraphe 3.2.1), les fournisseurs de services de résolution des litiges informeront les parties du fait que les réponses doivent être déposées dans les trente (30) jours civils à compter de la réception de cette notification. Les fournisseurs de services de résolution des litiges n'accepteront pas les réponses tardives. Les candidats qui ne répondraient pas à une objection dans le délai de 30 jours prévu à cet effet seront considérés comme ~~s'étant~~ s'étant rétractés : l'objecteur prévaudra alors.

- Toutes les réponses doivent être déposées en anglais.
- Toutes les réponses doivent être déposées séparément. ~~Un~~ En d'autres termes, un candidat ~~souhaitant répondre qui répond~~ souhaitant répondre à plusieurs objections doit déposer une réponse séparée et régler/payer les frais de dossier afférents pour ~~chacune des objections~~ répondre à chaque objection.
- Les réponses doivent être déposées par voie électronique.

~~Chacune des réponses déposées~~ Chaque réponse déposée par un candidat doit contenir les éléments suivants :

- le nom et les coordonnées du candidat ~~→~~
- une réponse point par point aux arguments avancés par réclames de l'objecteur ~~→~~
- ~~une copie de tous les~~ copies des documents motivant sasusceptibles de conforter la réponse ~~→~~

~~Les réponses ne doivent pas excéder 5 000 plus de~~ 5000 mots ou ~~20-~~ pages, selon l'élément le ~~moins plus~~ élévée ~~s'appliquant~~, exception faite des pièces jointes.

Chaque candidat doit fournir à l'objecteur les copies de ~~l'ensemble~~ l'ensemble des propositions faites au fournisseur (DRSP) liées aux processus ~~d'objection~~ d'objection, et les communiquer à ~~l'objecteur et à l'ICANN (sauf les échanges confidentiels)~~ l'objecteur et à l'ICANN (à l'exception des informations confidentielles) entre le fournisseur et



L'objecteur/l'interlocuteur qui ne doivent pas être transmises à l'ICANN/l'ICANN).

3.2.4 Frais de dépôt d'une réponse

Lorsqu'il dépose sa réponse, le candidat doit régler des frais de dossier non remboursables fixés et publiés par le fournisseur de services de résolution des litiges compétent, d'un montant identique aux droits payés par l'objecteur/l'objecteur. Faute de règlement de ces droits, le fournisseur rejette la réponse.

3.3 Présentation de Généralités sur la procédure d'objection

Les informations ~~suivantes présentent le processus suivi par ci-dessous~~ fournissent un aperçu de la procédure au cours de laquelle les fournisseurs de services de résolution des litiges ~~pour gérer~~ gèrent les procédures de ~~conflits engagés~~ résolution de litiges enclenchées. Pour des informations complètes, ~~consultez~~ consultez la ~~procédure~~ Procédure de résolution des litiges portant sur ~~concernant~~ les nouveaux gTLD ~~jointe à l'adresse~~ <http://www.icann.org/fr/topics/new-gtlds/draft-dispute-resolution-procedure-18feb09-fr.pdf>. ~~ce module~~.

3.3.1 Examen administratif

Chaque fournisseur de services de résolution des litiges vérifiera la conformité administrative de chaque objection avec l'ensemble des règles de procédure dans les 14 jours civils suivant leur réception. En fonction du nombre d'objections d'objections reçues, le fournisseur peut demander à l'ICANN/l'ICANN un bref prolongement de ce délai.

Si le fournisseur estime que l'objection/l'objection est conforme aux règles de procédure, elle sera considérée comme déposée et la procédure pourra se poursuivre. Si le fournisseur considère, au contraire, que l'objection n'est/l'objection n'est pas conforme aux règles de procédure, il la rejette et met fin au recours. Sa décision ne porte aucunement préjudice au droit de l'objecteur de déposer une nouvelle objection conforme aux règles. L'examen de procédure. L'examen ou le rejet de l'objection/l'objection par le fournisseur de services de résolution des litiges n'interrompt/n'interrompt pas le délai de dépôt d'une/l'objection.



3.3.2 Regroupement des objections

Après réception de toutes les objections, le fournisseur de services de résolution des litiges peut, à sa discrétion, regrouper certaines objections. Le fournisseur ~~s'efforcera~~ de ~~services de résolution de litiges doit décider d'un tel se~~ prononcer sur le regroupement avant ~~l'envoi de sa~~ notification aux de notifier les candidats ~~concernant le du~~ dépôt obligatoire de la réponse et, le cas échéant, ~~doit en~~ informer/informera les parties ~~dans ladite notification du~~ regroupement par voie d'annonce.

Il peut, par exemple, juger utile de regrouper des objections lorsque celles-ci portent sur une même candidature et renvoient au même critère.

Pour déterminer ~~l'intérêt~~ l'intérêt du regroupement ~~d'objections,~~ d'objections, le fournisseur de services de résolution des litiges confronte les avantages en temps, argent, ressources et cohérence susceptibles ~~d'être d'être~~ dégagés par le regroupement au préjudice ou à la gêne susceptible ~~d'être d'être~~ occasionnée par le regroupement. Le fournisseur ~~s'attachera s'attachera~~ à régler toutes les objections dans un délai similaire. Il est prévu qu'aucun échelonnement des objections ne soit effectué.

Les candidats aux nouveaux gTLD et les objecteurs sont également autorisés à proposer un regroupement des objections, mais il revient au fournisseur de services de résolution des litiges d'accepter ou non cette proposition.

L'ICANN continue d'encourager fortement tous les fournisseurs à regrouper les sujets chaque fois que cela est possible.

3.3.3 Négociation et médiation

Les parties à une procédure de résolution des litiges sont invitées, ~~sans y être contraintes,~~ à engager des participer aux négociations et/ou à une procédure de médiation visant à résoudre le ~~différend à l'amiable litige.~~ Chaque fournisseur de services de résolution des litiges dispose d'experts considérés comme des médiateurs susceptibles de mener à bien cette procédure. Si les parties acceptent une telle solution, il les informe des tenants et aboutissants ~~d'une d'une~~ telle procédure et des frais relatifs à celle-ci.

Si un médiateur est nommé, il ne peut intervenir dans la commission ~~constituée pour rendre une décision officielle~~



~~relative au~~ pour appliquer son jugement d'expert à la ~~résolution du~~ litige.

Aucun report automatique de délai ~~n'est n'est~~ associé ~~à la~~ ~~poursuite des~~ ~~aux périodes de~~ négociations ~~et/ou de la~~ ~~procédure~~ de médiation. Les parties peuvent toutefois soumettre au fournisseur de services de résolution des litiges des requêtes conjointes pour obtenir des reports de délai en fonction de ses procédures. Le fournisseur, ou la commission dans ~~l'éventualité~~ l'éventualité de sa nomination, décidera alors de donner ou non une suite favorable aux requêtes. Il est à noter que de tels reports ne sont pas encouragés. ~~Hors~~ En dehors de circonstances exceptionnelles, les parties doivent limiter leurs demandes de report à 30 jours civils.

3.3.4 Sélection des commissions d'experts

~~Le~~ Une commission se compose d'experts compétents qualifiés nommés par le fournisseur de services de résolution des litiges ~~désigné comme une commission composée d'experts compétents~~ pour chaque procédure. Ces experts ne doivent pas être liés aux parties prenant part au processus de résolution ~~de conflit des~~ litiges. Chaque fournisseur de services de résolution des litiges appliquera ses propres procédures pour ~~s'assurer~~ d'unes'assurer d'une telle indépendance, et remplacera un expert si preuve est faite de sa partialité.

Un expert intervient dans les procédures impliquant une objection pour similitude propice à confusion.

Un expert, ~~ou,~~ sur l'accord de ~~ssi~~ toutes les parties sont d'accord, trois experts compétents en matière de litiges liés à la propriété intellectuelle interviennent dans les procédures impliquant une objection pour violation des droits ~~d'autrui~~ d'autrui.

Trois experts ~~sont~~ seront nommés pour les procédures impliquant une objection relevant de la morale et de ~~l'ordre~~ ordre public. Ces membres seront ~~d'éminents~~ d'éminents juristes mondialement reconnus.

Un expert ~~est~~ sera nommé dans les procédures impliquant une objection pour opposition de la communauté.

Ni les experts, ni le fournisseur de services de résolution des litiges, ni ~~l'ICANN~~ l'ICANN, ni leurs employés, ~~membres du~~ conseil, directeurs ou consultants respectifs, ne seront responsables d'aucune partie agissant pour des



dommages ou des mesures injonctives pour un acte ou une omission en rapport avec une procédure dans le cadre de la résolution des litiges.-

3.3.5 Jugement

La commission peut ~~accepter l'envoi, par~~ décider que les parties, ~~de joignent des~~ déclarations écrites en sus de l'objection ~~au dépôt des objections~~ et de la réponse déposées, en établissant un délai pour l'envoi de réponses, et imposer des délais à ces pièces ~~dépôts.~~

~~Afin de parvenir~~ Pour atteindre l'objectif fixé, à savoir résoudre les litiges rapidement et à ~~moindres coûts à un~~ résolution des litiges un coût raisonnable, les procédures de production de documents ~~doivent être~~ seront limitées. ~~Dans certains cas exceptionnels~~ Exceptionnellement, la commission peut demander à ~~une partie~~ une des parties de fournir des preuves supplémentaires.

Les ~~différends sont~~ litiges seront généralement résolus sans audience ~~d'individu.~~ La commission peut décider de tenir ~~une audience, uniquement~~ ce type d'audience dans des circonstances exceptionnelles. ~~uniquement.~~

3.3.6 ~~Décision officielle~~ Détermination des experts

Les décisions ~~officielles~~ d'expert finales du fournisseur seront mises par écrit et comporteront :

- un résumé des litiges et des conclusions ;
- ~~l'identification~~ une identification de la partie gagnante ; et
- ~~le~~ Le raisonnement sur lequel est ~~basée la décision officielle~~ basé le jugement d'expert.

Sauf en cas de décision contraire de la commission, chaque fournisseur de services de résolution des litiges publie intégralement toutes les décisions rendues par les commissions, sur son site Web.

Les conclusions de la commission ~~vaudront jugement et conseils d'expert, et~~ seront considérées comme une décision officielle et un conseil dont ~~validées par~~ l'ICANN tiendra compte dans le ~~processus~~ cadre de la procédure de résolution ~~de conflit~~ des litiges.

3.3.7 Frais de résolution ~~des~~ de litiges



Avant l'~~acceptation~~ acceptation des objections, chaque fournisseur de services de résolution des litiges publie ~~ou a publié~~ le ~~détail~~ calendrier des ~~frais~~ coûts ou ~~une~~ la déclaration ~~sur~~ le calcul des frais attachés aux poursuites gérées dans le cadre de cette procédure. Ces droits recouvrent les honoraires et les dépenses des membres de la commission, ainsi que les frais administratifs du fournisseur.

L'ICANN prévoit que les procédures d'objection relatives à la confusion des chaînes et à la violation des droits d'autrui impliquent un montant fixé et pris en charge par les membres de la commission, tandis que les procédures d'objection relevant de la morale et de l'ordre public et les oppositions de la communauté impliquent des taux horaires à la charge des membres de la commission.

Dans un délai de dix (10) ~~jours~~ jours ouvrables après la constitution de la commission, le fournisseur de services de résolution des litiges dresse une estimation du montant total des frais et demande au candidat et à l'~~objecteur~~ objecteur l'~~avance~~ avance de la totalité de ses frais. Chaque partie doit régler cette avance dans les dix (10) ~~jours~~ jours qui suivent la notification de paiement du fournisseur de services de résolution des litiges ~~et soumettre à ce~~ dernier la preuve de ce paiement. Les frais de dossier réglés par les parties seront imputés aux montants dus pour cette avance de paiement.

Le fournisseur de services de résolution des litiges peut réviser son estimation et demander des avances de paiement aux parties pendant les procédures de résolution.

Des droits supplémentaires peuvent être exigés dans des cas spécifiques, par exemple lorsque le fournisseur reçoit ~~d'autres~~ d'autres propositions ou décide de tenir une audience publique en direct.

Si un objecteur ne règle pas ces droits à l'~~avance~~ avance, le fournisseur de services de résolution des litiges annule son objection et aucun des droits déjà versés ne lui est remboursé.

Si un candidat ne règle pas ces droits à l'~~avance~~ avance, le fournisseur de services de résolution des litiges maintient l'objection et aucun des droits déjà versés par le candidat ne sera remboursé.

Au terme de l'~~audience~~ audience et une fois ~~la décision~~ le jugement d'expert officielle de la commission



rendu, le fournisseur de services de résolution des litiges rembourse les frais payés à l'avance à la partie gagnante.

3.4 Principes de résolution des litiges (normes)

Chaque commission s'appuie sur les principes généraux (normes) appropriés afin d'évaluer les arguments de chaque objection. Les principes de jugement de chaque type d'objection sont définis aux paragraphes suivants. La commission peut également se reporter à d'autres règles de droit international en rapport avec les normes.

L'objecteur a toujours la charge de la preuve.

Les principes énoncés ci-après peuvent être modifiés au gré d'une consultation permanente avec les fournisseurs de services de résolution des litiges, les experts juridiques et le public.

3.4.1 Objection pour similitude propice à confusion de chaîne

La commission d'un fournisseur de services de résolution des litiges chargée d'une objection pour similitude propice à confusion examinera si la chaîne gTLD faisant l'objet d'une candidature est susceptible de porter confusion. Une confusion de chaîne existe lorsqu'une chaîne ressemble tant à une autre qu'elle peut induire en erreur l'utilisateur ou entraîner une confusion. Pour qu'un tel risque de confusion existe, il doit être probable, et non simplement possible, que la confusion survienne dans l'esprit de l'utilisateur d'Internet moyen et raisonnable. Une simple association, dans le sens où une chaîne en rappelle une autre, n'est pas suffisante pour prouver le risque de confusion³.

3.4.2 Objection pour violation des droits d'autrui

³ Certains commentaires ont suggéré que la norme devrait inclure les catégories de similitude définies (visuelle, orale, similitude de sens) pouvant être jugées ou considérées dans une objection pour confusion de chaîne. Tous les types peuvent être envisagés et la norme est ouverte pour pouvoir entendre les conflits selon la revendication émise par l'objecteur. L'objectif est d'empêcher la confusion pour les utilisateurs.

En interprétant et en donnant un sens à la recommandation 3 du GNSO (« Les chaînes ne doivent pas enfreindre les droits d'autrui, reconnus ou applicables dans le cadre des principes généraux du droit tels qu'ils sont reconnus sur le plan international »), la commission d'experts sur les fournisseurs de services de résolution de litiges présidant une objection pour violation des droits d'autrui décidera si l'éventuelle utilisation d'une candidature à un gTLD tire indûment profit du caractère distinctif ou de la réputation de la marque commerciale, ~~déposée~~ enregistrée ou non, enregistrée ou de la marque de service (« marque » de l'objecteur; si elle affecte injustement le caractère distinctif ou la réputation de la marque de l'objecteur ; ou si elle engendre une probable confusion inacceptable entre un gTLD faisant ~~l'objet~~ l'objet d'une candidature et la marque de ~~l'objecteur~~ l'objecteur, en s'appuyant sur les facteurs non exclusifs suivants :

1. Le gTLD faisant ~~l'objet d'une~~ l'objet d'une candidature est identique ou similaire, de par son apparence, sa prononciation ou sa signification, à la marque existante de ~~l'objecteur~~ l'objecteur.
2. L'acquisition et l'utilisation des droits de l'objecteur sur la marque se font de bonne foi.
3. La mesure dans laquelle il existe une reconnaissance du symbole correspondant au gTLD dans le domaine compétent du public, en ce qui concerne la marque de l'objecteur, du candidat ou d'un tiers.
4. ~~L'intention~~ L'intention du candidat de demander un gTLD, notamment sa connaissance de la marque de ~~l'objecteur~~ l'objecteur, la possibilité raisonnable ~~qu'il~~ qu'il ait eu connaissance de cette marque, y compris ~~l'adoption d'un~~ l'adoption d'un comportement conduisant à la demande ou ~~l'exploitation~~ l'exploitation de TLD ou ~~l'enregistrement~~ l'enregistrement de TLD identiques ou ~~d'une~~ d'une similitude portant à confusion avec les marques de tiers, au moment de sa candidature pour le ~~gTLD~~ TLD.
5. ~~L'utilisation~~ L'utilisation et la portée du symbole correspondant au gTLD ou la préparation ~~d'une~~ d'une utilisation de ce symbole pouvant être démontrées, dans le cadre ~~d'une~~ d'une offre de biens ou de services de bonne foi ou de la fourniture ~~d'informations~~ d'informations de bonne foi, ~~d'une~~ d'une façon ~~n'interférant~~ n'interférant pas avec ~~l'exercice~~ l'exercice légitime par ~~l'objecteur~~ l'objecteur de ses droits sur la marque.



6. Le candidat détient des marques ou ~~d'autres~~d'autres droits de propriété intellectuelle sur le symbole correspondant au gTLD et, le cas échéant, la bonne foi de ~~l'acquisition~~l'acquisition de ces droits et de ~~l'utilisation~~l'utilisation du symbole, ainsi que la cohérence de ~~l'utilisation~~l'utilisation prétendue ou probable du gTLD par le candidat et de cette acquisition ou utilisation.
7. La mesure dans laquelle le candidat est généralement connu du symbole correspondant au gTLD et, le cas échéant, la cohérence de ~~l'utilisation~~l'utilisation prétendue ou probable du ~~TLD~~gTLD par le candidat, en outre, de bonne foi.
8. ~~L'utilisation~~l'utilisation prévue du gTLD par le candidat créerait un risque de confusion avec la marque de ~~l'objecteur~~l'objecteur en ce qui concerne la source, le parrainage, ~~l'affiliation~~l'affiliation ou ~~l'approbation~~l'approbation du gTLD.

3.4.3 *Objections relevant de la morale et de l'ordre public*⁴

~~Une commission d'expert qui examine~~Un collège d'experts examinant une objection relevant de la morale et de ~~l'ordre~~l'ordre public ~~évalué~~déterminera si la chaîne ~~de~~de gTLD ~~ayant fait l'objet d'une candidature~~candidate est contraire ~~ou non~~ou non aux principes généraux ~~établis par la~~établis par la législation internationale ~~relevant du droit international en~~relevant du droit international en matière de la morale et ~~de l'ordre~~de l'ordre public, tels ~~que~~qu'ils sont formulés dans les accords internationaux pertinents. ~~En vertu de~~En vertu de appropriés. Selon ces principes, ~~toute personne dispose d'un droit à tout le monde~~bénéficie de la liberté d'expression, mais l'exercice de ce droit ~~comporte~~implique des devoirs ~~spéciaux~~spéciaux et des responsabilités ~~spéciales~~spécifiques. Par conséquent, certaines restrictions peuvent s'appliquer. ~~Voici~~Voici

~~Les motifs selon~~Les motifs selon pour lesquels une chaîne ~~de~~de gTLD ~~ayant fait l'objet d'une candidature~~candidate peut être considérée ~~comme~~comme contraire ~~aux règles relevant de~~aux règles relevant de la morale et ~~de l'ordre~~de l'ordre public ~~telles que définies~~telles que définies dans ~~conformément aux standards internationalement~~conformément aux standards internationalement reconnus ~~sont~~sont les ~~normes reconnues au niveau~~normes reconnues au niveau internationaux ~~suivants~~suivants :

⁴ ~~Les informations de cette section fournissent des détails à des fins de consultation publique.~~



- ~~Incitation~~incitation ou encouragement à ~~des actions violentes illégales~~une action illégale violente ;
- ~~Incitation~~incitation ou encouragement à la discrimination ~~relative à~~fondée sur la race, ~~à la couleur,~~au de ~~peau,~~ le sexe, ~~à l'appartenance ethnique~~ou religieuse, la religion ou ~~au pays d'origine~~la nationalité ;
- ~~Incitation~~incitation ou encouragement à la pédophilie ou à d'autres formes d'abus ~~sexuels vis à vis des enfants~~sexuel sur enfant ; ou
- ~~Une détermination selon laquelle une vérification qu'une chaîne de gTLD ayant fait l'objet d'une candidature peut être~~candidate est contraire ~~ou non~~ aux normes ~~légal~~es ~~identifiées, relevant de la morale et de l'ordre public,~~droit généralement ~~admises,~~acceptées en matière de morale et ~~d'ordre public, qui sont~~ reconnues ~~en vertu des~~ dans les principes généraux ~~établis par la législation internationale~~du droit international.

3.4.4 Objection pour opposition de la communauté

Les quatre tests décrits ici permettent à une commission ~~d'un d'un~~ fournisseur de services de résolution des litiges de déterminer ~~s'il~~il existe une opposition substantielle au sein ~~d'une d'une~~ partie significative de la communauté ciblée par la chaîne. Pour ~~qu'une qu'une~~ objection soit recevable, ~~l'objecteur l'objecteur~~ doit prouver les points suivants :

- La communauté invoquée par ~~l'objecteur l'objecteur~~ est une communauté clairement définie ; et
- ~~L'opposition~~L'opposition de la communauté envers la candidature est significative.
- Il existe une forte association entre la communauté invoquée et la chaîne TLD faisant ~~l'objet d'une~~l'objet d'une candidature ; et
- ~~L'approbation~~L'approbation de la candidature au gTLD risque de porter préjudice à la communauté nommée par l'objecteur.

Chacun de ces tests est décrit plus en détail ci-après.

Communauté : ~~l'objecteur l'objecteur~~ doit prouver que la communauté manifestant son opposition peut être



considérée comme une communauté bien clairement définie. Une commission peut s'appuyer sur les facteurs suivants pour déterminer ce point :

- Niveau Le niveau de reconnaissance publique du groupe en tant que communauté sur un plan local et/ou mondial ;
- Niveau Le niveau de barrières officielles encadrant la communauté et les éléments considérés personnes ou entités considérées comme formant la communauté ;
- Durée La durée d'existence de la communauté ;
- La répartition mondiale de la communauté (étendue, niveau d'importance) (~~ceci ce facteur peut ne s'applique pas en cas des'appliquer si la communauté est territoriale~~) ; et
- Nombre de membres de Le nombre de personnes ou d'entités composant la communauté.

Si l'opposition l'opposition par un certain nombre de personnes/entités est constatée, mais que le groupe portant opposition n'est pas représenté par l'objecteur n'est pas clairement défini comme constituant une communauté à part entière, l'objection l'objection échoue.

Opposition significative : l'objecteur l'objecteur doit prouver l'existence d'une l'existence d'une opposition significative au sein de la communauté qu'il qu'il a identifiée comme étant représentative. Une commission peut s'appuyer appuyer sur les facteurs suivants pour déterminer l'existence d'une l'existence d'une opposition significative :

- Nombre d'expressions d'expressions de l'opposition l'opposition par rapport à la composition de la communauté ;
- Calibre ou poids reconnu parmi les sources d'opposition ;
- Répartition ou diversité des sources d'expression d'expression de l'opposition l'opposition, notamment :
 - Régionale
 - Sous-divisions de la communauté
 - Direction de la communauté



• __ Membres de la communauté

- Nature/intensité Défense historique de l'opposition la communauté dans d'autres contextes ; et
- Coûts encourus par l'objecteur pour exprimer l'opposition, notamment les autres chaînes utilisées par l'objecteur pour communiquer leur son opposition.

Si une certaine opposition est identifiée au sein de la communauté mais qu'elle qu'elle ne répond pas au critère d'opposition d'opposition significative, l'objection l'objection échoue.

Cible : l'objecteur l'objecteur doit prouver l'existence d'une l'existence d'une association entre la chaîne gTLD faisant l'objet d'une objet d'une candidature et la communauté qui exprime son opposition représentée par l'objecteur. Une commission peut s'appuyers appuyer sur les facteurs suivants pour déterminer ce point :

- Déclarations contenues dans la candidature ;
- Autres déclarations publiques émanant du candidat ;
- Associations par le public.

Si une opposition par une communauté est identifiée, mais qu'il n'existe aucun lien clairement établi qu'il n'existe aucune association forte entre cette communauté et la chaîne gTLD faisant l'objet d'une objet d'une candidature, l'objection l'objection échoue.

Préjudice : l'objecteur l'objecteur doit prouver qu'il qu'il existe un éventuel préjudice à l'encontre encontre des droits ou intérêts légitimes de la communauté associée. Les facteurs pouvant être pris en compte pour cette détermination sont :

- Préjudice susceptible d'être d'être causé à la réputation de la communauté par la mise en œuvre de la chaîne gTLD faisant l'objet d'une objet d'une candidature ;
- Preuve que le candidat n'agit pas ou n'a pas l'intention d'agir dans le respect des conformément aux intérêts de la communauté ou plus généralement, des utilisateurs, notamment la preuve que le candidat n'a pas proposé ou n'a pas l'intention de mettre en place un système de



protection de sécurité efficace pour l'intérêt de l'utilisateur ;

- Interactions avec les activités centrales de la communauté susceptibles ~~d'être d'être~~ générées par la mise en œuvre de la chaîne gTLD faisant ~~l'objet d'une~~ objet d'une candidature.
- Dépendance de la communauté par rapport au DNS pour ses activités principales.

Si l'opposition par une communauté est déterminée, mais l'approbation de la candidature au gTLD ne risque pas de porter préjudice à la communauté, l'objection échouera.

L'objecteur doit réussir les quatre tests dans cette norme pour que l'objection prévaille.

Moyens de recours: contre une objection de la communauté – le fait pour un candidat communautaire de répondre aux conditions de recevabilité ~~pour le du~~ dépôt ~~d'une objection~~ d'objection pour opposition de la communauté (~~consultez le paragraphe~~ reporter à la sous-section 3.1.2.4) constitue un moyen de défense parfait face à une objection de la communauté.

Pour invoquer un recours complet, le candidat communautaire doit pouvoir prouver, en réponse à l'objection, qu'il répond à toutes les conditions de recevabilité.

Un recours complet, qui répond à toutes les conditions de recevabilité, ne peut pas être invoqué par un candidat standard dont la candidature fait l'objet d'une objection communautaire. Toutefois, un candidat standard peut prévaloir dans le cas où une objection communautaire est déposée à son encontre ; sinon, le candidat peut présenter un recours contre l'objection.



VERSION PRELIMINAIRE – Programme relatif aux nouveaux gTLD - Objections et résolution des litiges.

